



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme  
Service de la coordination des politiques  
interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique  
Installations classées pour la protection de  
l'environnement  
commune de LIHONS  
Société GURDEBEKE

Abrogation d'arrêté de mesures d'urgence

A R R Ê T É du 30 JAN. 2019

La Préfète de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L 512-20, R 512-69 et R 512-70 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 juillet 2015 à la société GURDEBEKE SA pour l'extension d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LIHONS (80320) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 26 mars 2018 à la société GURDEBEKE SA ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 prescrivant des mesures d'urgence à la suite d'un incendie ayant endommagé le flanc sud du casier en cours d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu les constats de la visite d'inspection du 18 décembre 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 25 janvier 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 18 décembre 2018 que l'exploitant a respecté l'arrêté de mesures d'urgence du 22 mai 2018 ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture de la Somme ;

## **ARRETE**

### **Article 1 -**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 22 mai 2018 délivré à la société GURDEBEKE SA sont abrogées.

### **Article 2 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 : Notification et exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne et de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE.

Amiens, le 30 JAN. 2019

Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire générale

  
Myriam GARCIA